

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN)

CIRCULAIRE N° 7400/DEF/GEND/LOG/ADM

relative au transport gratuit des militaires de la gendarmerie originaires d'outre-mer se rendant en congé dans leur pays d'origine ou se faisant accompagner ou rejoindre par leur famille au lieu d'affectation en métropole ou dans la zone des forces françaises et de l'élément civil stationnés en Allemagne.

Du 7 mars 1991

CIRCULAIRE N° 7400/DEF/GEND/LOG/ADM relative au transport gratuit des militaires de la gendarmerie originaires d'outre-mer se rendant en congé dans leur pays d'origine ou se faisant accompagner ou rejoindre par leur famille au lieu d'affectation en métropole ou dans la zone des forces françaises et de l'élément civil stationnés en Allemagne.

Du 7 mars 1991

NOR D E F G 9 1 5 6 0 1 9 C

Références :

Décret du 03 juillet 1897 (Bulletin des lois n° 1889, p. 450 ; BOEM/G 690-5, p. 15.) modifié.
Décret 75-1209 du 22 décembre 1975 (BOC, p. 4862) modifié.
Décret 75-1214 du 22 décembre 1975 (BOC, p. 4880) modifié.
Instruction provisoire 499 /AM/INT/P/ORG/MB/GEND/DSS/CF du 08 janvier 1959 (BOEM/G, 690-5, p. 18) modifiée.
Instruction 107200 /TOM/BAD du 01 avril 1960 (BOEM/G, 539, p. 11) modifiée.
Instruction 3182 /DEF/PMAT/EG/B du 24 mai 1982 (BOC, p. 2062).
Instruction 20840 /DEF/DAJ/FM/1 du 13 juillet 1983 (BOC, p. 3272).
Instruction 21000 /DEF/DFAJ/FM/1 du 25 juin 1984 (BOC, p. 3529) modifiée.
Circulaire n° 34300/DEF/GEND/OE/EMP/SERV du 23 décembre 1983 (n.i. BO) modifiée.
Directive n° 12748 du 17 mars 1976 (n.i. BO).

Pièce(s) Jointe(s) :

Trois annexes.

Modifié par :

1er modificatif du 4 mai 1992 (BOC, p. 2045) NOR DEFG9256020C et son erratum du 23 juin 1992 (BOC, p. 2672).
2e modificatif du 9 juillet 1992 (BOC 1994, p. 895) NOR DEFG9256068C.
3e modificatif du 16 février 1994 (BOC, p. 942) NOR DEFG9456011C.
Circulaire 450 /DEF/GEND/PM/LOG/ADM du 10 janvier 2001 (BOC, p. 4027).

Texte abrogé :

Circulaire n° 5600/DEF/GEND/LOG/ADM du 26 février 1986 (BOC, p. 3478) et ses quatre modificatifs des 11 septembre 1986 (BOC, p. 5463), 8 avril 1987 (BOC, p. 2179), 2 septembre 1987 (BOC, p. 4806) et 23 janvier 1990 (BOC, p. 533).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 652-0.2.4.

Référence de publication : BOC, p. 1065.

Les dispositions des textes visés en références définissent les conditions de prise en charge par l'État des frais de transport par voie aérienne :

- des militaires de la gendarmerie originaires d'outre-mer se rendant avec leur famille dans leur « pays d'origine » au titre d'une permission ou d'un congé ;

- des familles rejoignant ces militaires en métropole ou dans la zone des forces françaises et de l'élément civil stationnés en Allemagne (*FFECSA*).

La présente circulaire a pour objet de définir les conditions et modalités d'exercice de cette prise en charge.

I. PERSONNELS CONCERNÉS.

Les officiers et sous-officiers de gendarmerie tributaires des statuts particuliers définis par les décrets de deuxième et de troisième références, ainsi que les personnels servant sous statut particulier « corps technique et administratif de la gendarmerie nationale (*CATGN*) ou corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (*CSTAGN*) » de carrière et sous contrat au-delà de la durée légale (*ADL*) originaires d'outre-mer réunissant les conditions définies au titre II de la présente circulaire, peuvent prétendre, à l'issue de leur période de formation, pour eux-mêmes et leur famille, à concession de passage aérien gratuit.

La qualité « d'originaire d'outre-mer » au sens de la présente circulaire est reconnue aux militaires :

- nés dans un département, territoire, collectivité territoriale ou pays placé précédemment sous souveraineté française ou y ayant résidé dix ans avant leur entrée en service ;
- y ayant conservé des intérêts de famille. Par intérêts de famille, il faut entendre des attaches familiales du fait de la résidence d'ascendants, de descendants ou collatéraux au premier degré.

Par famille du militaire, il faut entendre :

- le conjoint ;
- les enfants à charge ;
 - au sens de la législation sur les prestations familiales en ce qui concerne les congés dans le pays d'origine ;
 - les garçons jusqu'à 21 ans ⁽¹⁾ et les filles jusqu'à leur mariage, quelles que soient leurs ressources personnelles, lors de la venue des familles en métropole ou aux *FFECSA*.

II. CONDITIONS D'OUVERTURE DU DROIT.

21. Concessions de passage gratuit à destination du « pays d'origine ».

Les militaires demandant une concession de passage gratuit pour se rendre dans leur pays d'origine (département, territoire outre-mer ou pays anciennement placé sous la souveraineté française) doivent :

- ne pas être en instance de départ pour leur pays d'origine au titre du service (déplacement temporaire ou affectation). Le délai d'instance de départ est celui qui s'écoule entre la date de désignation et celle de départ. Le simple agrément d'une demande d'affectation outre-mer ne présente aucune incidence sur le droit à concession de passage gratuit ;
- être liés au service pour une durée telle qu'ils aient encore au moins deux ans de service à accomplir à la date d'expiration de leur permission ou qu'ils puissent être rayés des contrôles sur place à la fin de celle-ci.

211. Une première concession de passage gratuit à destination du pays d'origine et retour est accordée aux militaires et aux membres de leur famille :

- autorisés à cumuler leurs droits à permission pour une durée de deux mois au moins et de trois mois au plus ;

- ayant accompli deux années de services en métropole ou aux *FFECSA* au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle la permission est demandée.

212. Une nouvelle concession de passage gratuit ou une concession initiale dans le cas où les militaires n'ont pas demandé le bénéfice des dispositions du paragraphe 211 ci-dessus, leur est accordée lorsqu'ils :

- sont autorisés à cumuler, au cours d'une période de cinq ans, une partie de leurs droits à permission pour une durée de deux mois au moins et de six mois au plus ;
- n'ont pas bénéficié de la gratuité du passage pour se rendre dans leur « pays d'origine » ou pour en revenir, depuis cinq ans au moins soit à l'occasion de congés ou de permissions soit à l'occasion du service.

Le point de départ du délai de cinq ans est, selon le cas, le jour :

- de départ de métropole au titre de la permission ou du congé précédent ;
- de débarquement en métropole pour les militaires nouvellement affectés en métropole ou aux *FFECSA*.

213. *A titre exceptionnel*, une concession de passage gratuit peut toutefois être accordée pour les séjours de moins de soixante jours ⁽²⁾ lorsque la durée des permissions cumulées se révèle inférieure au seuil minimal exigé, compte tenu :

- soit d'impérieuses nécessités de service ;
- soit de raisons de santé ou de scolarité des enfants.

22. Concessions de passage gratuit au titre d'un congé de fin de campagne ou d'un congé administratif.

Les militaires autorisés à bénéficier de leurs congés de fin de campagne d'une durée minimale de deux mois dans leur « pays d'origine » peuvent également prétendre à concession de passage gratuit pour eux-mêmes et leur famille.

23. Concessions de passage gratuit consécutif au placement en position de non-activité liée à l'état de santé.

Les militaires en congé lié à l'état de santé de la position de non-activité, autorisés par le médecin des armées spécialiste à bénéficier de leur congé dans le pays d'origine, peuvent prétendre à une concession de passage gratuit pour eux-mêmes et leur famille.

24. Venue des familles en métropole ou aux FFECSA.

Une concession de passage gratuit à destination de la métropole est accordée aux familles de militaires servant au-delà de la durée légale, affectés en métropole ou aux *FFECSA*, sous réserve que le militaire soit en mesure d'y accomplir un séjour d'une durée minimale de six mois et que la famille y fixe sa résidence.

Le droit de passage des familles est subordonné à décision ministérielle ou de l'autorité déléguée. Les frais des passages non préalablement autorisés ne donnent lieu à aucun remboursement.

III. MODALITÉS D'EXERCICE DES DROITS.

31. Composition des dossiers de demandes.

311. Concession de passage gratuit au titre d'une permission ou d'un congé dans le « pays d'origine ».

Le dossier du demandeur de concession de passage gratuit comprend :

- une demande du modèle joint en annexe I ;
- la décision autorisant soit le cumul de permissions soit le bénéfice du congé de fin de campagne dans le pays d'origine. La décision d'autorisation de cumul de permissions est établie par le commandant de légion. Le bénéfice du congé de fin de campagne dans le pays d'origine est accordée aux personnels servant :
 - dans un pays étranger, par la direction générale de la gendarmerie nationale (*DGGN*), sous-direction du personnel ;
 - dans les départements et territoires d'outre-mer (*DOM-TOM*) par le commandement de la gendarmerie outre-mer (*CGOM*) ;
- une déclaration sur l'honneur du modèle joint en annexe II par laquelle le militaire s'engage :
 - à servir deux ans à l'issue de la permission ou du congé sauf lorsque la date de radiation des contrôles sur sa demande coïncide avec celle de fin de permission ou de congé ;
 - à rembourser les frais engagés par l'État au titre des transports dans le cas de non-respect de l'engagement précité. Les dispositions des articles 136 et 137 de l'instruction n° 1/DEF/INT/AG/S du 4 janvier 1982 (BOC, p. 1005) modifiée relatives aux retenues pour dettes envers l'État sont portées à la connaissance du militaire lors du dépôt de sa demande ;
- une attestation de l'organisme payeur de la solde indiquant les enfants à charge (personnels d'une légion ou d'un organisme) [*exemple* : école de sous-officiers de la gendarmerie (*ESOG*) ne comportant pas de service « deniers »] ;
- le cas échéant :
 - un certificat de grossesse ;
 - l'autorisation du médecin des armées spécialiste de séjourner durant le congé de non-activité lié à l'état de santé dans le « pays d'origine » ;
 - tous éléments et documents justifiant l'octroi à titre exceptionnel d'une concession de passage gratuit au regard des situations évoquées au paragraphe 213 *supra*.

312. Concessions de passage gratuit au titre de la venue des familles.

Le dossier du demandeur de concession de passage gratuit comprend :

- une demande du modèle joint en annexe I ;
- une copie de l'ordre de mutation en métropole ou aux *FFCESA* ;
- un certificat d'hébergement en métropole ou aux *FFCESA* datant de moins d'un mois au moment du dépôt de la demande (personnels des *CTAGN* et *CSTAGN*).

Le lieu d'affectation en métropole ou aux *FFCESA* des élèves gendarmes originaires d'outre-mer à l'issue de leur formation initiale est déterminé comme suit :

- l'école ou le centre d'instruction notifie par voie radiotélégraphique à la légion d'affectation ou formation assimilée le choix de l'élève ;
- la légion ou formation assimilée précise en retour par message la formation d'affectation et le lieu de résidence.

IV. DÉLIVRANCE DES DÉCISIONS PORTANT CONCESSION DE PASSAGE GRATUIT PAR VOIE AÉRIENNE.

Les dossiers sont transmis par la voie hiérarchique aux autorités désignées ci-après. Chaque échelon hiérarchique vérifie la composition du dossier et formule un avis sur la recevabilité de la demande. Lorsque la demande émane de sous-officiers sous contrat ne pouvant justifier un lien avec le service d'une durée minimale de deux ans à l'issue de leur permission ou congé, un avis sur leur admissibilité dans le corps des sous-officiers de carrière est émis.

Les dossiers doivent parvenir à ces autorités :

- au moins un mois avant la date souhaitée des familles (venue des familles) ;
- entre deux et quatre mois avant la date souhaitée de départ (permission ou congé dans le pays d'origine).

Les dossiers incomplets ou transmis hors délais ne peuvent recevoir une suite favorable.

Les autorisations de passage du modèle joint en annexe III sont délivrées par :

- le directeur général de la gendarmerie nationale (sous-direction de la logistique, bureau administration) en ce qui concerne les personnels :
 - désireux de séjourner dans leur « pays d'origine » durant un congé de non-activité lié à leur état de santé ;
 - demandeurs d'une concession de passage gratuit, à titre exceptionnel.

- *Figure 1.*

— le général commandant les écoles de gendarmerie ;	} pour les person- nels placés sous leur autorité ainsi que les membres de la famille ;
— le commandant de légion de gendarmerie ou autorité assimilée ;	

- le commandant du centre administratif de la gendarmerie nationale dans les autres cas (personnels : placés sous son commandement, de l'administration centrale, du commandement de la gendarmerie outre-mer, affectés à l'étranger, du centre technique de la gendarmerie nationale, de la gendarmerie des transports aériens, de la gendarmerie de l'armement, placés hors budget, en service détaché, isolés...).

Les décisions sont établies en six exemplaires destinés à :

- district de transit de Paris, BP 117, Fort Neuf de Vincennes, 00473 Armées ;
- commandement supérieur outre-mer ou représentation militaire ou diplomatique à l'étranger concerné ;
- service interarmées de liquidation des transports à Denain ;

- l'intéressé ;
- direction générale de la gendarmerie nationale (sous-direction de la logistique, bureau administration), à titre de compte rendu ;
- archives de l'organisme émetteur.

Les copies de la concession de passage gratuit et de l'engagement souscrit par le militaire sont classées au dossier général (dossier du personnel, chemise « pièces diverses »).

43. Mises en route des bénéficiaires.

Les formalités de mise en route sont effectuées par le district de transit de Paris, le commandement supérieur outre-mer ou la représentation militaire ou diplomatique à l'étranger, suivant le cas.

44. Règlement et imputation des dépenses.

Les dépenses sont réglées par le service interarmées de liquidation des transports et sont imputées sur le budget de la gendarmerie : chapitre 34.06, article 10, paragraphe 69, code unité, code activité, hors budget de fonctionnement.

45. Recouvrement des frais de transport engagés par l'État.

Le non-respect de l'engagement souscrit par le militaire lors de la demande de concession de passage gratuit entraîne le recouvrement desdits frais dans les conditions définies par les instruction n° 5248/MA/DSF/CG/1 du 25 mai 1967 (n.i. BOC) modifiée et instruction n° 1/DEF/INT/AG/S du 4 janvier 1982 (BOC, p. 1005) modifiée, dès le mois au cours duquel est acceptée la résiliation du contrat, la démission ou l'admission à la retraite.

Les dispositions de la présente circulaire sont applicables dès réception.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général, sous-directeur de la logistique,

Michel DUHAMEL.

(1) Âge de la majorité sous l'empire du décret du 03 juillet 1897 .

(2) Toute permission d'une durée inférieure à soixante jours passée sur le territoire d'origine ne modifie pas le régime de solde du militaire [cf. : repère 651 a) du tableau de l'article 5 de l'instruction n° 1/DEF/INT/AG/S du 4 janvier 1982 (BOC, p. 1005)].

ANNEXE I.
DEMANDE DE CONCESSION DE PASSAGE GRATUIT PAR VOIE AÉRIENNE.

Figure 2. Demande de concession de passage gratuit par voie aérienne.

*Attache
de la formation d'affectation.*

DEMANDE DE CONCESSION DE PASSAGE GRATUIT PAR VOIE AERIEENNE.

Référence : Circulaire n° 7400/DEF/GEND/LOG/ADM du 7 mars 1991 (BOC. p. 1065; BOEM 652-0*).

Formulée par (grade, nom, prénoms) :

Pour lui-même : ☐ (1)

Pour le conjoint : ☐ (1)

Pour les personnes à charge indiquées ci-après (conjoint et enfants) : ☐ (1)

Nom et prénoms.	Date de naissance.	Voyage (1).	
		Aller <input type="checkbox"/>	Retour <input type="checkbox"/>

Renseignements complémentaires :

Référence de la précédente concession de passage gratuit délivrée :

Recrutement { — service national (lieu et date) :
— gendarmerie (lieu et date) :

Lieu de naissance du militaire :

Département, territoire ou pays d'origine du militaire :

Dates souhaitées { — de départ :
— de retour :

Résidence de la famille (adresse complète) :

Fait à , le
Signature,

(1) Mettre une croix dans la case concernée.

ANNEXE II.
DÉCLARATION SUR L'HONNEUR.

Figure 3. Déclaration sur l'honneur.

DECLARATION SUR L'HONNEUR.

Je soussigné (grade, nom, prénoms)
de (unité d'affectation).

M'ENGAGE

1° A ne pas résilier mon contrat d'engagement (1), démissionner (1) ou demander mon admission à la retraite (1) avant un délai de deux ans à l'expiration de ma permission ou de mon congé sauf dans le cas où la date de ma radiation des contrôles coïncide avec celle de fin de ma permission ou de mon congé.

2° A rembourser les frais engagés par l'Etat au titre de mon transport et de celui de ma famille (1) dans le cas de non-respect de l'engagement ci-dessus.

RECONNAIS.

1° Avoir pris connaissance du montant des proportions dans lesquelles s'effectuent en fonction des éléments de rémunération saisissables, les retenues pour dette envers l'Etat.

2° Avoir été informé que le recouvrement éventuel des frais engagés par l'Etat au titre du transport est opéré dès que la radiation des contrôles sur demande est acceptée par l'autorité militaire.

A (lieu) , le (date).
Signature,

(1) Selon le cas.

ANNEXE III.
DÉCISION PORTANT CONCESSION DE PASSAGE GRATUIT PAR VOIE AÉRIENNE.

(Remplacée : 4^e mod.)

Figure 4. Décision portant concession de passage gratuit par voie aérienne.

Attache.

DECISION
portant concession de passage gratuit par voie aérienne.

Référence : Circulaire n° 7400/DEF/GEND/LOG/ADM du 7 mars 1991 (BOC, p. 1065; BOEM 652-0*) modifiée.

Demande formulée le :

Date souhaitée de mise en route { Départ :
Retour :

Bénéficiaires.	Date de naissance.	Lieu de départ et de destination.
Militaire (nom, prénoms) :		
Conjoint :		
Enfant(s) (nom, prénoms) :		

Permissions cumulées ☐ (1) au titre du congé de fin de campagne ☐ (1)

Adresses de convocation :

— trajet aller :

— trajet retour :

Motif du voyage :

Famille rejoignant le militaire affecté en France ou aux FFECSA ☐ (1).

Adresse outre-mer :

Imputation : budget gendarmerie, chapitre 34-06, article 10, paragraphe 69, code autorité, code activité (2).

Destinataires :

District de transit de Paris, BP 117, Fort Neuf de Vincennes, 00473 Armées.

Commandement supérieur outre-mer ou représentation militaire ou diplomatique à l'étranger concerné.

Service interarmées de liquidation des transports à Denain.

Intéressé.

Direction générale de la gendarmerie nationale (sous-direction de la logistique, bureau de l'administration) à titre de compte rendu.

Archives de l'organisme émetteur.

(1) Mettre une croix dans la case concernée.

(2) Code répertorié au guide technique à l'usage des suppléants transport [application de la gestion automatisée du transport dans les armées (AGATA)].